

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Référence :

CCTP n° 2025/01/TD1/AIA CF

Version : 1 Date : 28/08/2025

CCTP pour le ou les sites de ⁽¹⁾ : CF ☒ BX ☐ CP

(1) cocher les cases correspondantes

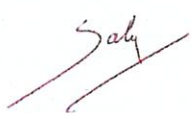

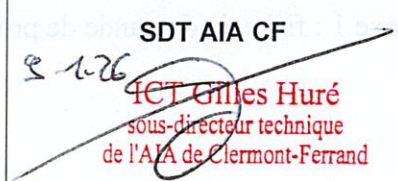
Objet

Protection par sur-tressage de câblages électriques montés sur aéronefs.

Références documentaires éventuelles :

Résumé :

Ce document constitue la spécification technique de besoin concernant la protection par sur-tressage de câblages électriques montés sur aéronefs.

Entité émettrice : TD	Mots-clés :	
Visé par	Vérifié par	Approuvé par
Émetteur du besoin le : 08/01/2026 Patrick SABY 	Prescripteur le : 08/01/2026 B.FERRANDO 	SDT AIA CF 2 1-26 ICT Gilles Huré sous-directeur technique de l'AIA de Clermont-Ferrand 

(2) : pour un CCTP commun à plusieurs sites : site pilote

Diffusion externe:

Diffusion interne:

SOMMAIRE

1 - Objet / Contexte.....	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Contexte.....	4
2 - Documents et Terminologie	4
2.1 - Documents à appliquer : référentiel, normes.....	4
2.2 – Terminologie.....	4
3 - Exigences de résultats techniques.....	5
3.1 - Présentation du besoin	5
3.2 - Exigences fonctionnelles	5
3.2.1 – Définition du sur-tressage de câblages CDVE5.....	6
3.2.2 Définition du sur-tressage de câblages divers.....	6
3.2.3 Définition du type de sur-tressage	6
3.3 – Délais	7
3.3.1 – Définition des délais d'exécution	7
3.3.2 – Délais d'exécution des prestations.....	7
3.4 - Performances de sécurité de l'information.....	7
4 - Exigences particulières	7
4.1 - Exigences concernant la logistique.....	7
4.2 - Exigences liées au lieu de la prestation	8
4.3- Exigences en matière d'HSCT	8
4.4 - Exigences environnementales.....	8
5 - Exigences de management.....	11
5.1- Exigences de management, organisation de la prestation	11
5.2- Exigences d'assurance qualité	11
Dérogations.....	12
6 – Livrables et documentation à fournir	15
7 - Exigences d'assurance de résultat	15
7.1 – Exigence de structuration de la prestation	15
7.1.1 – Exigences organisationnelles :.....	15
7.1.2 - Exigences concernant la documentation de travail (normes, documents techniques, réglementation)	15
7.2- Exigences de qualification de la définition de la prestation et du processus de production.....	15
7.3- Revue de premier article.....	16
8 - Opérations de vérification de la conformité, d'acceptation et de réception du produit.....	16
8.1- Présentation aux opérations de vérification.....	16
8.2- Opérations de vérification de la conformité et fonctionnelles.....	16
8.3- Réception	17
9 - Conditions de garantie.....	17

Annexe 1 : fiche de demande de prolongation de délai

Tableau évolution des versions

	Objet de l'évolution	date
Version 0	Version initiale	23/06/2025
Version 1	Prise en compte remarques DMQ, BMR/HSCT, BMR/ENV	28/08/2025

1 - Objet / Contexte

1.1 - Objet

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objectif de spécifier les exigences de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Clermont-Ferrand (AIACF) dans le cadre de la sous-traitance de protection par sur-tressage de câblages électriques.

1.2 - Contexte

L'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Clermont-Ferrand (AIACF), entité du Service Industriel de l'Aéronautique (SIAé), est titulaire du contrat de maintenance sur des aéronefs (avions chasseurs, de transport ou hélicoptères) pour les travaux relevant du Niveau de Soutien Industriel (NSI) et réalise des chantiers de modifications couplés aux visites de maintenance.

Dans ce cadre, suite à des endommagements constatés sur des câblages électriques protégés par sur-tressage, ces derniers sont amenés à être changés intégralement ou peuvent faire l'objet d'ajout de faisceaux en superposition.

2 - Documents et Terminologie

2.1 - Documents à appliquer : référentiel, normes

Les documents de référence listés dans le tableau ci-dessous, seront mis à disposition du titulaire par l'AIA CF pour l'application de la prestation. Il appartient au titulaire de s'y référer. Ces documents devront, sauf mention contraire, être utilisés au dernier indice fourni par l'AIA CF :

DESIGNATION	REFERENCE
Plan de fabrication	Selon version
Conditions générales de définition, de réalisation et de contrôle des emballages applicables aux commandes de matériels destinés au Ministère de la Défense	GAM EMB1

2.2 – Terminologie

AIACF	Atelier Industriel de l'Aéronautique de Clermont-Ferrand
NSI	Niveau de Soutien Industriel
PV	Procès-Verbal
RACE	Référence Article Code Entreprise
RPA	Revue de Premier Article
RSC	Responsable Suivi de Contrat
UP	Unité de production

3 - Exigences de résultats techniques

3.1 - Présentation du besoin

La prestation consiste à réaliser un sur-tressage de gaine de type NOMEX sur des câblages électriques fournis par l'AIA CF

3.2 - Exigences fonctionnelles

La liste des prestations qui pourront être demandées au titulaire apparaît dans le tableau ci-dessous :

Item	Sous-items	Description
1	Sans objet	Sur-tressage de câblage CDVE5 sur Mirage 2000 -5F
2	Sans objet	Sur-tressage de câblage CDVE5 sur Mirage 2000 D
3	Sans objet	Sur-tressage de câblage CDVE5 sur Mirage 2000 B
4	Sans objet	Sur-tressage de câblage CDVE5 sur Mirage 2000 C
5	Voir ci-après	Sur-tressage de câblage divers

Les items présentés se découpent en deux catégories et peuvent être commandés séparément :

1. Sur-tressage de câblages CDVE5 fournis dont la définition est précisée au §3.2.1 (plusieurs dizaines de conducteurs, plusieurs dérivations), destinés à être posés en remplacement, et qui correspondent aux items 1 à 4 ;
2. Sur-tressage de câblages divers, dont la définition est précisée au §3.2.2, et caractérisés par les 3 paramètres suivants :
 - nombre de conducteurs,
 - nombre de dérivations,
 - longueur de la plus grande dérivation,

destinés à être posés en remplacement ou en superposition, et qui correspondent à l'item 5. Cet item sera donc décrit par les 3 paramètres définis ci-après

Nombre de conducteurs	1 à 5	6 à 19	20 à 49	50 à 100	>100
Paramètre 1	NC1	NC2	NC3	NC4	NC5

Nombre de dérivations	0	1 à 5	6 à 10	>10
Paramètre 2	NT1	NT2	NT3	NT4




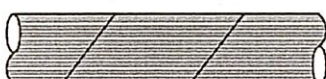
Longueur de la plus grande dérivation	>2m	2 à 5m	>5m
Paramètre 3	LC1	LC2	LC3

Le titulaire réalisera les prestations qui lui seront commandées par bon de commande sur table de prix.

L'emplacement du manchon d'identification et le mode de finition de l'arrêt de tressage doit être conforme au PRC Dassault Aviation et aux demandes AIACF.

3.2.1 – Définition du sur-tressage de câblages CDVE5

Le sur-tressage à réaliser est de type NOMEX mixte vert et blanc, sur des câblages fournis sans connecteur, dont la définition est indiquée ci-dessous.

ITEM	Type de sur-tressage	Aspect	Plan de fabrication	Liste du matériel	Liste des conducteurs
1	Rayé longitudinal vert et blanc avec un filet vert		DZ2E_672_310_150 -_F01_4_1_1_DA (M2000-5F).tif	ListMat CDVE 5 M2000 - 5F.pdf	Liste conducteurs CDVE 5 M2000 - 5F.pdf
2	Rayé longitudinal vert et blanc avec un filet vert		DA1S_672_310_150 _A1_F01_3_1_1_D A (M2000 D).tif	ListMat CDVE 5 M2000 D.pdf	Liste conducteurs CDVE 5 M2000 D.pdf
3	Rayé longitudinal vert et blanc avec un filet vert		DA1D_672_310_150 _A4_F01_3_1_1_D A (M2000 B).tif	ListMat CDVE 5 M2000 B.pdf	Liste conducteurs CDVE 5 M2000 B.pdf
4	Rayé longitudinal vert et blanc avec un filet vert		DA3C_672_310_150 -_F01_1_1_1_DA (M2000 C).tif	ListMat CDVE 5 M2000 C.pdf	Liste conducteurs CDVE 5 M2000 C.pdf

3.2.2 Définition du sur-tressage de câblages divers

Le sur-tressage à réaliser est de type NOMEX, sur des câblages fournis avec ou sans connecteurs (selon moyens de sur-tressage utilisé), dont les caractéristiques générales seront définies par les sous-items de l'item 5, et dont la définition complète (sur-tressage, plan de fabrication, listes du matériel et des conducteurs) sera fournie à la commande.

3.2.3 Définition du type de sur-tressage

Couleur	Références GUDEBROD	Références MOULINAGE du SOLIER
Vert	Camo ou Sage Green	Green Camou ou Sage Green N101-200TS
Blanc	White	Natural T430-200TS
Orange	221	
Rouge	326	Red T430-200TS

3.3 – Délais

3.3.1 – Définition des délais d'exécution

Suite à la notification du bon de commande, l'UP Equipements procédera à l'expédition des câblages à sur-tresser.

Le délai d'exécution des prestations s'entend de la date de réception des câbles à sur-tresser chez le titulaire à la date de la livraison des câblages sur-tressés à l'AIACF.

La date la plus tardive, entre la date de notification du bon de commande et la date de réception des câblages à sur-tresser chez le titulaire, sera considérée comme la date de début d'exécution des prestations.

3.3.2 – Délais d'exécution des prestations

Le délai-plafond d'exécution des prestations est fixé à deux semaines.

Les demandes de prolongation de délai sont réalisées conformément aux clauses contenues dans le marché en utilisant le formulaire en annexe 1. Pour ce faire, le titulaire adressera une demande de prolongation de délai au RSC uniquement dans les cas où le retard est imputable à l'AIACF.

En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir d'une prolongation de délai pour effectuer les remises en conformité des défauts qu'il a générés.

3.4 - Performances de sécurité de l'information

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer ou utiliser les documents fournis par l'AIACF pour la réalisation de travaux sur des pièces autres que celles confiées par l'AIACF.

4 - Exigences particulières

4.1 - Exigences concernant la logistique

4.1.1- Emballage

L'emballage est à la charge et aux frais du titulaire lors du retour des câblages à l'AIACF.

Les emballages doivent être conformes à la classe A2 GAM EMB1 et EMB2 (transport en colis ou caisses avec calage approprié et protection contre les eaux de ruissellement).

Dans le souci d'une meilleure identification des produits et afin de faciliter les contrôles à l'arrivée en salle de recette, chaque livraison doit comporter de façon visible sur le conditionnement, les éléments précisés ci-après :

- Intitulé de la prestation : « Sur-tressage câblage »
- Nom du titulaire,
- Numéro du marché, du bon de commande,
- Numéro de poste,
- Désignation des fournitures,
- RACE.

Si un poste est livré sur palette, il est obligatoire d'utiliser une palette CE normalisée « 4 entrées » (stockage sur étagère grande hauteur en salle de recette, puis en rayon en toute sécurité et sans emballage complémentaire)

4.1.2- Mise à disposition et transport

L'envoi des câblages chez le titulaire sera assuré par l'AIA CF.

Le transport retour est à la charge du titulaire.

Le titulaire est responsable des matériels pendant le transport retour.

4.1.3 – Transport

Suite à la prestation du titulaire, les câblages seront retournées à l'adresse suivante :

Atelier Industriel de l'Aéronautique de Clermont-Ferrand
DSCM – Bâtiment 18
161, avenue du Brézet
63 028 Clermont-Ferrand cedex 2

Les horaires de jours ouvrés du lundi au jeudi de 7h30 à 15h30 et le vendredi de 7h30 à 13h30, et hors périodes de fermeture de l'établissement (les deux 1ères semaines du mois d'août et 1 semaine en fin d'année).

4.2 - Exigences liées au lieu de la prestation

La totalité de la prestation demandée est réalisée dans l'enceinte des établissements du titulaire.

4.3- Exigences en matière d'HSCT

Dans le cadre d'opérations de logistique sur la plateforme de l'AIA-CF :

Conformément aux textes en vigueur, un protocole de sécurité concernant les opérations de chargement ou de déchargement effectuées à l'AIA par une entreprise extérieure sera établi pour toutes interventions de livraison ou d'enlèvement d'équipements. Ceci sous la caution du responsable AIA-CF des travaux.

4.4 - Exigences environnementales

L'AIACF est un établissement industriel, du ministère des Armées, **certifié ISO 14001** et autorisé à exploiter des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) par **arrêté ministériel du 08 juin 2009** consolidé au 31 août 2015.

Concernant l'environnement, il est soumis à un devoir d'exigence et de respect des lois et règlements en vigueur. Cette exigence concerne également : les activités réalisées sur son site par un prestataire sous-traitant, les activités de conceptions, d'études et la fourniture de matériel.

L'AIACF demande au titulaire le même respect des lois et règlements auxquels il est soumis sans préjudice de l'arrêté ministériel d'autorisation cité précédemment ; et en particulier :

- l'arrêté du 28 avril 2011 modifié fixant les modalités d'exercice des polices administratives des installations classées du ministère des Armées.

- **les arrêtés ministériels de prescriptions générales relatifs aux ICPE en exploitation à l'AIACF.**

Concernant les matériels objets du présent CCTP :

Le décret n° 2013-988 du 06 novembre 2013 relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques

Le décret n°2014-928 du 19 août 2014 relatif aux déchets d'équipements électriques et électroniques usagés,

Le règlement européen n° 1005/2009 du 16 septembre 2009 modifié, relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone,

Le règlement n° 1907/2006 (REACH) du 18 décembre 2006 modifié et plus particulièrement aux termes de l'article 33 relatif à l'obligation de communiquer des informations sur les substances contenues dans les articles œuvrés ou manufacturés.

Les emballages seront limités au strict nécessaire à la protection des matériels. Ces emballages seront, dans la mesure du possible, réutilisables ou en matériaux recyclables. Les éléments de calage de type «chips» sont à proscrire.

Concernant les prestations objets du présent CCTP :

Dans le cadre du Système de Management Environnemental ISO 14001, le titulaire respectera la politique environnementale, le guide de tri des déchets et les procédures de secteur qui lui seront fournis par le responsable AIACF de suivi de contrat.

Pour cela, avant la mise en route des prestations et dans le cadre du **plan de prévention**, le responsable de suivi de contrat recensera en compagnie du responsable de l'entreprise sous-traitante, les risques environnementaux encourus, les impacts directs ou potentiels des travaux sur l'environnement, les mesures à prendre pour les supprimer ou les réduire dans le respect des normes en vigueur.

Concernant la sensibilisation des personnels :

Il sera également demandé au titulaire de former et sensibiliser son personnel afin de limiter au maximum les nuisances environnementales dans les domaines suivants : air, eau et sol, bruit et vibrations, économies d'énergies, utilisation des Agents Chimiques Dangereux (ACD), tri des déchets, sécurité incendie, notamment :

Air

Pratiquer l'éco conduite des véhicules utilisés sur le site afin de limiter les émissions de gaz d'échappement et maintenir tous les contenants de produit dangereux volatil fermés, afin de diminuer les émissions de COV (Composés Organiques Volatils).

Eau et sol

Le titulaire limitera au strict nécessaire la consommation d'eau potable et ne rejettera pas de produits dangereux dans les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales. Tous les fûts et bidons de produits dangereux (y compris les déchets) devront être entreposés sur rétention et hors de portée du réseau d'eau pluviale.

Bruit et vibrations

Le titulaire prendra en compte les contraintes imposées à l'établissement par le titre 7 des prescriptions techniques de l'arrêté ministériel d'autorisation du 08 juin 2009 consolidé au 31 août 2015: Prévention des nuisances sonores et des vibrations.

Economies d'énergies

Le titulaire devra limiter au strict minimum l'utilisation des installations de chauffage ou de climatisation mises à sa disposition, veiller à maintenir les portes et les fenêtres fermées pendant les périodes de chauffage ou de climatisation et veiller à éteindre les lumières et autres consommateurs d'électricité en fin de vacation.

Utilisation des ACD (Agents Chimiques Dangereux)

Les Agents Chimiques Dangereux (ACD) devront être traités en application du règlement de sécurité RS/CF/101 « Gestion des ACD ». Le titulaire fournira au responsable AIACF de suivi de contrat la fiche de données de sécurité (FDS) de tout ACD utilisé sur le site.

Tri des déchets

Tous les déchets produits sur place devront être triés dans le respect du guide de tri. L'acheminement par le titulaire vers la déchetterie de l'établissement se fera conformément à la procédure environnement P/CF/ENV/100. L'AIACF se charge de l'évacuation des déchets vers les filières appropriées.

Le traitement des déchets de chantier devra suivre la procédure suivante :

A l'appui de son offre le titulaire remet une notice technique préparatoire au SOSED (pré-SOSED), (SOSED : Schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets de chantier) explicitant les dispositions d'organisation et de suivi qu'il prévoit pour assurer le tri, le suivi et la traçabilité des déchets du chantier.

Le pré-SOSED sera écrit en prenant en compte, entre autres, le guide tri des déchets de l'AIACF et la procédure environnement de gestion des déchets P/CF/ENV/100.

Le SOSED définitif s'appliquera au titulaire du marché et à l'ensemble de ses sous-traitants.

Sécurité incendie

L'obtention d'un permis de feu est impérative avant tous travaux risquant de provoquer un départ d'incendie (soudure, meulage, etc...).

Il appartiendra au responsable AIACF de suivi de contrat d'informer le titulaire des consignes de sécurité et d'évacuation applicables à la zone de réalisation de la prestation.

5 - Exigences de management

5.1- Exigences de management, organisation de la prestation

Le titulaire doit :

- mettre en place les ressources humaines et matérielles nécessaires à l'exécution des prestations,
- désigner un responsable unique pour l'exécution des prestations qui est responsable de la traçabilité des prestations effectuées et pouvoir prouver à tout moment qu'elles ont été réalisées conformément aux exigences du CCTP.

Le titulaire indiquera à l'AIACF les coordonnées (numéro de téléphone, fax, adresse courriel) de son correspondant destiné à recevoir les éventuelles demandes d'intervention au titre de la garantie.

Système de management

Le respect des exigences qualité est sous la responsabilité du service qualité du titulaire qui est l'interlocuteur privilégié du service Assurance Qualité de l'AIACF.

Le service Qualité du titulaire :

- exerce une surveillance continue de son système par gestion des processus, il mesure l'efficacité de chaque processus et met en place les actions d'amélioration,
- assure le traitement des anomalies, communique ses analyses et ses conclusions à l'AIACF.

Ressources humaines (maîtrise des compétences)

Le titulaire s'engage à employer du personnel ayant les qualifications requises pour la réalisation de travaux.

Le titulaire doit être en mesure d'attester de ses capacités en personnel et en équipements pour la réalisation de la totalité des travaux qui lui seront attribués.

Procédés spéciaux

Les opérateurs amenés à effectuer des procédés spéciaux doivent être formés et qualifiés. La preuve de leurs qualifications doit être tenue à disposition de l'AIA CF.

Relation entre le titulaire et l'AIA CF

Le responsable AIACF de suivi de contrat est l'interlocuteur privilégié du titulaire.

La Section conformité produit de l'UP Equipements est responsable des opérations de vérification menées sur les matériels/prestations en retour de sous-traitance.

La Section Assurance Qualité fournisseur du Département du Management de la Qualité (DMQ) est l'interlocutrice du service Qualité Contrôle du titulaire.

5.2- Exigences d'assurance qualité

Le titulaire doit mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des ressources humaines et matérielles basées sur un système qualité répondant aux exigences de la norme EN 9110 ou équivalent.

Le Département du Management de la Qualité de l'AIACF peut être amené à vérifier des preuves d'assurance qualité ou procédures d'exécution de la prestation, notamment pour des validations techniques ou en cas d'anomalies générées par le titulaire.

Le titulaire doit être en mesure d'apporter la preuve qu'il dispose d'un système d'assurance qualité permettant de garantir que la prestation est au moins conforme aux exigences spécifiées dans le présent CCTP.

L'AIACF se réserve le droit de procéder aux vérifications qu'il jugera nécessaires sur les prestations confiées au titulaire (enquêtes, audit...).

Le titulaire s'engage à faciliter l'intervention du Département du Management de la Qualité ou délégués par le responsable de ce département sur ses sites de production.

Il s'engage également à tenir à leur disposition les preuves d'assurance qualité nécessaires à l'exercice de leur mission.

Suite à décision de rejet ou d'ajournement de la prestation, le titulaire doit systématiquement fournir une gamme de reprise ou autre document traçant toute action réalisée pour remise en conformité.

Sur demande de l'AIACF, le titulaire s'engage à permettre l'accès de l'AIACF aux zones dont il a la responsabilité pour l'application de vérifications et inspections par les équipes de l'AIACF.

Le titulaire s'engage à informer le Département du Management de la qualité de toute modification, perte d'agrément ou de certification qualité qui peut l'impacter.

Le titulaire s'engage à déclarer chaque sous-traitant avant le début de son activité.

5.2.1 – Surveillance et mesures (audit interne, processus, produit)

En cours de réalisation du contrat, le titulaire doit prendre en compte les remarques formulées dans les courriers relatifs à l'évaluation du fournisseur établie par le Département Management de la Qualité de l'AIACF. Il met en place les actions correctives nécessaires.

Non-conformités détectées en cours de réalisation par le titulaire :

Le titulaire doit disposer d'un système de traitement des non-conformités. Si au cours de leur traitement une dérogation doit être établie, le titulaire instruit cette demande sur son imprimé et la transmet au responsable du bureau AQF (Assurance Qualité Fournisseur) et au RSC. Après mise en œuvre de la procédure interne AIA de traitement des dérogations, l'avis final du responsable DMQ est porté à la connaissance du titulaire sur sa demande et transmis par le bureau AQF.

5.2.3 - Suivi qualité

Le titulaire établit une liste des mesures correctives et préventives suite à la déclaration d'une non-conformité par le Département du Management de la Qualité. Le titulaire doit apporter la preuve de la mise en place des mesures correctives pour éviter de reproduire la non-conformité.

Toute anomalie documentaire et/ou technique détectée fera l'objet d'une fiche demande/réponse, visée par le responsable de l'activité et transmise sans délai au RSC AIA CF.

Dérogations

Une dérogation est une autorisation, à titre occasionnel et limité, d'acceptation d'une non-conformité.

Cette dernière peut être existante sur le matériel ou générée par le titulaire.

Dans le cas de non-conformités, le titulaire devra faire parvenir les demandes de dérogations au Département du Management de la Qualité (DMQ) de l'AIACF avec copie au bureau technique de l'UP Equipements. Cette demande sera instruite par le bureau Assurance Qualité Fournisseurs (AQF) du Département du Management de la Qualité / AIACF sur la base des avis émis par les différents services techniques concernés par la fourniture. Le responsable DMQ porte sa décision (acceptation, sur classement ou refus) sur l'original de la demande qui sera transmise en retour, dûment remplie, au titulaire par le bureau AQF avec copie au bureau technique de l'UP Equipements.

Toutes demande de dérogation doit être concédée avant mise en application de la dérogation et livraison du produit.

EXIGENCES DE NAVIGABILITE EN PRODUCTION

Les exigences de navigabilité introduites par décret n°2013-367 du 29 avril 2013 - version en vigueur au 13 décembre 2021, sont applicables aux prestations objet du présent marché.

Afin de respecter ces exigences de navigabilité en production, le titulaire s'engage à respecter l'une des trois conditions ci-dessous et à les faire respecter par ses sous-traitants :

1) Titulaire sous agrément militaire

Le titulaire réalise la production sous agrément EMAR 21G obtenu auprès de la DGA, conformément à l'instruction n° 178471/DEF/DGA/DT/ST/IP/ASA du 30 novembre 2015, et fournit les Certificats de Mise en Service (EMAR Form 1) correspondants aux prestations commandées.

2) Titulaire sous agrément reconnu par la DGA

Le titulaire réalise la production sous agrément reconnu par DGA et fournit les Certificats de Mise en Service reconnus correspondants aux prestations commandées.

3) Titulaire non agréé

Le titulaire peut être autorisé à réaliser la production en environnement de navigabilité étatique sans être agréé. L'agrément EMAR 21G du SIAé est alors engagé. Afin de garantir que les principes fondamentaux de la navigabilité étatique sont respectés et que les règles de l'art et les bonnes pratiques sont appliquées en matière de production, le titulaire doit au minimum se conformer aux dispositions listées ci-dessous (appelées exigences essentielles).

Le titulaire sous agrément (militaire ou reconnu) qui ne détient pas les références à produire dans sa liste de capacité doit se conformer à la présente condition.

- Le titulaire doit utiliser des installations adaptées au travail de production à réaliser.
- Le titulaire doit employer un personnel compétent et qualifié sur les matériels fabriqués.
- Le titulaire doit former les personnels intervenant dans le cadre du présent marché aux risques de contrefaçons, aux facteurs humains et les sensibiliser à la sécurité des vols dans le domaine aéronautique.
- Le titulaire faire suivre les formations EWIS et CDCCL à ses personnels si applicables.
- Le titulaire doit préciser la chaîne organisationnelle qu'il a mise en place, et fournir les noms de ses différents responsables.

- Le titulaire doit certifier les éléments fabriqués au travers de l'émission d'un Certificat de Conformité conforme à la norme EN 9163 signé par un personnel habilité.
- Le titulaire doit fournir la preuve de qualification des personnels.
- Le titulaire doit fournir le dossier technique des travaux d'entretien réalisés (incluant le dossier de contrôle) lié à la prestation qui trace les opérations effectuées.
- Le titulaire doit fournir :
 - Un certificat de conformité fabriquant des éléments standards approvisionnés (suivant norme EN 9163) ;
 - Un certificat de remise en service reconnu (selon le guide GUI-145-004 Relatif aux documents d'acceptation reconnus équivalents par la DSAé) pour les éléments d'aéronefs approvisionnés.
- Le titulaire doit respecter les exigences suivantes et pouvoir en fournir la démonstration sur demande de l'AIA CF :
 - contrôle des travaux critiques (le cas échéant) ;
 - conformité et suivi des outillages ;
 - ségrégation et préservation des pièces et équipements selon leur état ;
 - mise en œuvre d'une procédure de remontée des événements ;
 - mise en œuvre d'une procédure de maîtrise du risque de corps étrangers ;
 - mise en œuvre d'une procédure de traitement et analyse des non-conformités internes et communiquées par le client.
- Le dirigeant du titulaire s'engage sur le respect de ces exigences.
- Le titulaire s'engage à laisser libre accès à ses installations et à celles de ses éventuels sous-traitants à l'AIA CF et aux représentants mandatés de la Direction Générale de l'Armement, en vue de mener toute vérification par rapport à la réglementation de navigabilité que celle-ci jugera utile.
- Le titulaire a pour obligation de contribuer au suivi de navigabilité et de collaborer avec le détenteur du certificat de type en :
 - réalisant autant que de besoin des expertises/examens techniques sur son site de production (avec participation éventuelle des spécialistes du détenteur de certificat de type et représentants de l'OGMN);
 - participer à des expertises techniques organisées par le détenteur du certificat de type ou le représentant de l'OGMN;

Lutte contre les corps étrangers

- Avant toute intervention, le personnel du titulaire doit être sensibilisé à la notion de sécurité des vols et notamment à la lutte contre les corps étrangers dans les aéronefs et OAE (Organes, Accessoires, Equipements). Pour l'AIA CF, la procédure de référence est la P/CF/E/100 – « Lutte contre les corps étranger ».
- Lors de travaux sur aéronef ou élément d'aéronef, le chantier devra être tenu dans un état de propreté permettant de garantir qu'aucun corps étranger (tête de rivet, copeaux, résidus de grattage, outillage, chiffon, obturateur, etc.) ne subsiste.
- Lors de tous travaux dans un environnement proche d'aéronef ou d'élément d'aéronef, toutes les précautions devront être prises pour qu'aucun élément ne puisse se retrouver en tant que corps étranger (FOD pour « Foreign Object Damage ») dans un aéronef ou un élément d'aéronef.
- Afin de contribuer à la sécurité des vols en minimisant le risque d'oubli d'un outillage à bord d'un aéronef ou d'un OAE, l'organisation mise en place par le titulaire pour la gestion de ses outillages doit permettre, dans tous les cas, de découvrir au plus tôt l'absence d'un outil et de

retrouver celui-ci (rangements et identification des outillages, réalisation d'inventaires quotidiens).

Toute suspicion de présence de corps étrangers après mise à disposition de l'aéronef à l'AIACF doit être signalée au responsable technique de l'AIACF.

6 – Livrables et documentation à fournir

A chaque livraison, le titulaire devra fournir les documents suivants :

- Une copie du bordereau de réception des pièces (voir §7.1.1),
- Le certificat de conformité conforme à la norme EN9163,
- Un bordereau de livraison,
- Les demandes de dérogations majeures et mineures, éventuellement, si ces dernières ont été acceptées par l'AIA CF avant livraison,
- La revue de premier article (RPA) validée et signée par le RSC.

7 - Exigences d'assurance de résultat

7.1 – Exigence de structuration de la prestation

7.1.1 – Exigences organisationnelles :

La durée d'immobilisation des pièces correspond au créneau de temps compris entre la date de réception des pièces chez le titulaire et leur retour effectif à l'AIA CF, le transport retour est inclus dans le délai.

Cette immobilisation est donnée en semaine calendaire, jours fériés compris.

Le jour de la réception des câblages à sur-tresser, le titulaire transmettra au RSC, une copie du bordereau de livraison daté afin d'attester la date de réception des pièces sur son site de production.

7.1.2 - Exigences concernant la documentation de travail (normes, documents techniques, réglementation)

Exigences concernant la documentation de travail AIA CF

La liste et le contenu des enregistrements à fournir seront mis au point entre les équipes techniques de l'AIA CF et celles du titulaire à la notification. Il s'agira notamment :

- des relevés de traçabilité de l'outillage utilisé pour les différentes opérations (identification et date de validité) ;
- du certificat de conformité ;
- du bordereau de livraison.

7.2- Exigences de qualification de la définition de la prestation et du processus de production

La définition de la prestation est de la responsabilité de l'AIACF. Cette définition doit être reprise par le titulaire à la rédaction de son propre dossier industriel.

Le titulaire devra, suite à la réception des matériels, réaliser un contrôle morphologique et visuel de celui-ci et informer l'AIACF en cas de non-conformité.

Le titulaire est garant de la conformité du produit livré vis à vis de la définition AIACF. Il réalise à ce titre un contrôle des caractéristiques dimensionnelles de chaque matériel sur un plan à l'échelle 1/1 avant expédition.

Le titulaire devra disposer des moyens de production nécessaires à la réalisation des sur-tressages conformément à l'IC 0.4.3.56.

7.3- Revue de premier article

Le titulaire devra réaliser une Revue de Premier Article (RPA), à l'issue du premier chantier de chaque catégorie d'item ainsi que pour chaque changement majeur du processus de la prestation et enregistrer les résultats.

Dans ce cadre, le titulaire devra renseigner le formulaire prévu à cet effet. Ce formulaire sera fourni par le bureau AQF sur demande du titulaire.

Chaque RPA devra être présentée au Bureau Assurance Qualité Fournisseur pour avis puis, au Responsable Suivi de Contrat pour validation définitive avant libération de la première prestation. La validation sera matérialisée par une signature du RSC sur la RPA présentée.

L'envoi du formulaire par le titulaire devra être réalisé 8 jours minimum avant la fin de la prestation.

Si des non-conformités sont détectées dans la RPA, celles-ci devront être traitées par le titulaire jusqu'à une conformité stricte aux exigences techniques.

Le Bureau Assurance Qualité Fournisseur décidera si une ou plusieurs visites sur le site du sous-traitant et/ou sur le chantier à l'AIA CF sont nécessaires durant la phase de réalisation.

8 - Opérations de vérification de la conformité, d'acceptation et de réception du produit

8.1- Présentation aux opérations de vérification

A l'issue de sa prestation, le titulaire livrera les câblages à l'AIACF.

La date de livraison apposée sur le bordereau de livraison par le service DSCM (magasin général bâtiment 18), correspond à la date de présentation aux opérations de vérification et autorise l'AIA à procéder à ces opérations.

8.2- Opérations de vérification de la conformité et fonctionnelles

Les opérations de vérification porteront sur le contrôle de la conformité de la prestation, de la documentation et du matériel (vérification de la documentation d'accompagnement, en particulier certificat de conformité et documents cités au § 6).

Elles seront menées par la section conformité produit de l'UP Equipements de l'AIACF.

Les retouches éventuelles liées à une non-conformité pourront être réalisées hors site AIA-CF sur le site du titulaire. Dans ce cas, le transport aller-retour est à la charge du titulaire.

Dans tous les cas de non-conformité, le titulaire prendra contact avec le bureau technique de l'UP Equipements avant de venir chercher le matériel non conforme. Ce matériel lui sera remis en échange d'une copie de la décision d'ajournement et du constat de non-conformité reçu par le titulaire.

Les non-conformités détectées lors des opérations de vérification donneront lieu, selon le cas, à :

- un ajournement, si le SIAé juge que les prestations peuvent être rendues conformes aux stipulations du marché, moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point,
- une réfaction, avec ou sans dérogation, si le SIAé estime que les prestations, sans satisfaire entièrement aux conditions du marché, peuvent être utilisées en l'état,
- un rejet, lorsque le SIAé estime que les prestations appellent à des réserves telles qu'il ne lui apparaît pas possible d'en prononcer ni l'ajournement, ni la réception avec réfaction.

La décision, accompagnée d'un Constat de Non-Conformité (CNC) sera notifiée au titulaire.

Celui-ci s'engage à lever les non-conformités jusqu'à acceptation du produit.

Le délai contractuel court entre la date de notification du CNC et la nouvelle date de mise à disposition du matériel conforme, notifiée par écrit par le titulaire à l'AIA.

Lorsque toutes les non-conformités ont été levées et que la nouvelle déclaration de conformité a été remise à l'AIA CF, le personnel habilité aux opérations de vérification effectue un nouveau processus de vérification.

8.3- Réception

La réception finale des câblages sur-tissés sera prononcée par la Section Conformité produit de l'UP Equipements, dans un délai d'un mois à compter de la date de présentation aux opérations de vérification, après remise de la documentation listée au paragraphe 6 du présent CCTP et après levée de toute non-conformité par le titulaire.

9 - Conditions de garantie

Le titulaire s'engage à réaliser la prestation telle qu'elle est définie par ce CCTP. En cas de litige se reporter au paragraphe 5.2.2 "Maîtrise du produit ou de la prestation non conforme".

Les clauses de la garantie technique sont définies dans le marché.

Le titulaire s'engage à garantir le bon fonctionnement des matériels pendant une durée de 12 mois. Le point de départ sera la date de mise en service des équipements si celle-ci intervient dans un délai maximal de 6 mois à compter de la date de réception des matériels indiquée sur le procès-verbal de réception.

La garantie couvre les pièces, la main d'œuvre, et les déplacements du titulaire ainsi que les frais et risques de port dans le cas où le retour dans les ateliers du titulaire s'avérerait nécessaire.

Le délai d'intervention au titre de la garantie est fixé à deux jours ouvrés suivant la demande de l'AIA (appel téléphonique confirmé par courrier électronique).

Le délai maximal de remise en état des matériels sous garantie sera fixé, dans chaque cas particulier, par l'AIA après consultation du titulaire. Ce délai reportera d'autant la période de garantie.

Annexe 1 / CCTP n° 2025/01/TD/AIA CF

Fiche de demande de prolongation de délai

ZONE A REMPLIR PAR LE SOUS-TRAITANT

SOUS-TRAITANT:

N° COMMANDE:

N° LIGNE :

DATE D'ARRIVEE DU LOT :

DATE CONTRACTUELLE LIVR. :

DATE FAIT GENERATEUR :

(Demande rechange non satisfaite, signalement fait technique, etc...)

En application de l'article 5-4-2 du marché « Délai de mise à disposition des rechanges », suite à expertise :

☐ Les dommages décrits ci-après nécessitant l'étude d'une solution de réparation par l'AIACF,
(Cocher case correspondante)☐ Le délai de mise à disposition des rechanges décrits ci-après ne pouvant être respecté par l'AIA CF,

la livraison du lot ne peut être honorée à la date prévue. En conséquence, nous sollicitons de votre part un report de la date contractuelle de livraison.

JUSTIFICATION DEMANDE

NOM :

DATE DE LA DEMANDE :

ZONE A REMPLIR PAR LE PREPARATEUR UP EquipementsAVIS PREPARATEUR UP
Equipements

(NOM :)

DATE MISE A DISPOSITION:
(solution réparation ou rechange)**ZONE A REMPLIR PAR LE RESPONSABLE UP Chasse**

DECISION RESPONSABLE UP (NOM :)

Chasse

REPORT DELAI ACCORDE :

jours ouvrés

DATE CONTRACTUELLE RECALEE :